



Rapport de la FÉÉCUM sur l'expérience étudiante à l'UMCM
2017-2018

Présenté au Conseil des gouverneurs de l'Université de Moncton

L'expérience étudiante peut peser lourd dans la décision de choisir de faire ses études à l'Université de Moncton, mais également de les poursuivre. Et très certainement, l'expérience étudiante va avoir une grande influence sur l'opinion que vont conserver les étudiantes et les étudiants de leur passage à l'Université.

À ce chapitre, nous constatons les efforts déployés présentement par l'AIUMni afin de créer une culture d'appartenance à l'Université chez ses diplômées et diplômés, qui montrent des signes prometteurs. Cependant, il nous semble malheureux qu'il soit devenu nécessaire de « vendre » aux diplômé(e)s la fierté envers leur *alma mater*.

Il faut avouer que l'idéalisme des membres de la FÉÉCUM peut parfois primer sur la réalité financière de la situation. Il peut être tentant pour les gestionnaires de notre institution de discréditer leurs demandes, mais **il serait mauvais de sous-estimer l'importance d'être à l'écoute des idéaux de la population étudiante**. Nous estimons que l'Université de Moncton a beaucoup à gagner en examinant l'expérience étudiante à travers les yeux de ceux-là même qui la vivent au quotidien.

Notre université mise déjà sur l'expérience étudiante, qui figure aux objectifs de son plan stratégique et de sa campagne *Évolution*. Il faut cependant se garder de l'aborder d'un point de vue unique, qu'il soit académique, financier ou autre, pour chercher à l'examiner dans son ensemble.

À cette fin, le présent rapport s'appuie sur les perceptions et les expériences vécues des personnes les mieux placées pour juger de la qualité de l'expérience étudiante : les étudiantes et les étudiants.

De toute évidence, la FÉÉCUM réalise les limites financières qui s'imposent à l'Université de Moncton; c'est pourquoi les réflexions et suggestions présentées ici se concentrent d'abord sur des changements procéduraux ou structuraux. Aux yeux des étudiantes et étudiants, ces actions auront un impact positif sur l'image de l'Université, qui se doit de saisir chaque avantage possible pour demeurer compétitive – et pertinente aux yeux de la communauté.

Sur ce, il nous reste à vous souhaiter une agréable lecture, et à vous rappeler le désir continu des étudiantes et des étudiants de s'impliquer et de vivre pleinement leur expérience à l'Université de Moncton, pour en garder un souvenir heureux et indélébile.

Sommaire des domaines ciblés et des besoins identifiés:

La santé mentale	1
<ul style="list-style-type: none">• Un accès rapide aux soins en santé mentale.• Un engagement clair de l'Université envers la santé mentale.	
Les stages non-rémunérés	2
<ul style="list-style-type: none">• Élimination des barrières à la rémunération des stagiaires.	
La communication	3
<ul style="list-style-type: none">• Une meilleure communication à l'interne.• Des relations plus transparentes avec la communauté.	
La gestion de risques	4
<ul style="list-style-type: none">• Limiter les restrictions liées aux risques dans la tenue d'activités.• Développer un plan d'urgence clair et bien diffusé.	
Les espaces universitaires	5
<ul style="list-style-type: none">• Laisser libre cours aux activités étudiantes.• Désigner et/ou aménager des espaces ouverts aux activités étudiantes.	

Un regard, même rapide, au rapport d'activités présenté à l'Université par le Service de santé et de psychologie suffit à convaincre quiconque de la prévalence de la maladie mentale sur le campus. Année après année, la demande augmente à un point où il devient de plus en plus difficile d'y répondre avec les ressources présentement disponibles.

Cela ne signifie pas forcément que ces problèmes sont plus nombreux ou pires aujourd'hui, mais plutôt que de plus en plus de jeunes vont chercher de l'aide quand le besoin se fait sentir.

[1] Un accès rapide aux soins en santé mentale. C'est dans le vide entre la demande et l'accès à l'aide que bien des problèmes de santé mentale s'aggravent. À Mount Allison par exemple, des conseillers en santé mentale (formés en Travail social) ont été ajoutés à l'équipe des services aux étudiants, pour faciliter l'acquisition d'aptitudes liées à la résilience et de stratégies d'autosoins. Il s'agit d'investissements, soit, mais d'investissements réalisables à moindre coût et avec un impact potentiel très significatif.

Cela dit, la majorité des actions nécessaires se résument à mieux diriger les étudiantes et étudiants vers l'aide appropriée. Il n'est pas rare que les étudiants se présentent devant une psychologue alors qu'ils ont réellement besoin de méthodes d'étude, par exemple. Et personne ne veut cogner à cinq ou six portes avant d'avoir l'aide nécessaire.

La FÉECUM travaille à mettre sur pied un Centre d'aide par les pairs étudiants, pour aider à combler ce vide en donnant accès à des ateliers et des activités qui favorisent le développement d'aptitudes aidant à prendre en main sa santé mentale, comme de gérer la maladie mentale au quotidien. Toute forme d'appui en ce sens serait la bienvenue.

[2] Un engagement clair de l'Université envers la santé mentale. Pour ce qui est de l'Université, il y a un manque évident de formation et d'éducation au niveau du personnel en ce qui concerne la santé mentale. Peut-être pas au niveau des connaissances, mais plutôt de l'intervention, de l'offre d'aide, et de la référence aux services appropriés. Il

serait pertinent de former les chefs de secteur à intervenir auprès des personnes en état de crise ou de détresse psychologique. Le Service de psychologie offre une formation aux mentors étudiants qui pourrait être adaptée à ces fins, et la FÉÉCUM est en mesure de former des intervenants en Premiers soins en santé mentale. Ce sont deux pistes à explorer.

Les professeurs, les secrétaires de département, le personnel de la conciergerie et des services alimentaires sont les personnes les mieux en mesure de constater un changement dans le comportement d'une étudiante ou d'un étudiant. Le guide AIDE, mis en place il y a quelques années, gagnerait à être mis à jour et mieux présenté à ces personnes-clés avec une attention particulière à l'intervention, afin de leur donner la confiance d'agir dans l'immédiat.

La santé mentale manque de visibilité sur le campus, ce qui donne l'impression que l'Université ne s'en soucie pas. On sait par exemple combien la période des examens est stressante et difficile pour plusieurs; ce serait un moment propice à diffuser de l'information sur les services offerts, ou encore des trucs pour faire face au stress. L'Université pourrait également mener une campagne publicitaire présentant certains de ses employés, avec une attention particulière sur la santé mentale et leur capacité/désir d'aider les étudiantes et les étudiants.

Une déclaration publique sur la santé mentale venant de la haute-administration serait aussi une bonne façon de lancer la conversation dans la communauté; si les personnes en charge de la bonne marche du campus démontrent ce souci, cela pourra encourager l'ensemble du personnel à y porter une plus grande attention.

Ici, nous serons brefs.

L'Université de Moncton n'a pas pris position sur la campagne #Monstagemerue, que ce soit pour ou contre. Nous comprenons que ce faisant elle se aurait pu se placer dans une position délicate vis-à-vis le gouvernement provincial et ce n'est pas ce que nous suggérons de faire aujourd'hui.

[4] Éliminer les barrières à la rémunération des stagiaires. Des actions sont possibles à l'interne pour appuyer ces stagiaires, à commencer par l'élimination des barrières administratives à la rémunération. Plusieurs programmes comportant des stages non-rémunérés inscrivent dans les règlements de stage qu'il est interdit pour les organismes qui les accueillent de rémunérer les stagiaires. C'est dire que dans les milieux et les circonstances où il pourrait être possible de rémunérer ces stagiaires, la chose ne peut se faire sans poser un risque au succès académique de l'étudiante ou de l'étudiant.

Il relève tristement toujours de la norme de ne pas rémunérer les stagiaires; pourquoi ajouter l'interdiction de ce faire dans les cas où la chose serait possible? Qu'est-ce que ça dit aux étudiantes et aux étudiants sur la considération de l'institution à leur égard?

Enlever ces restrictions serait un geste bien reçu chez les étudiants, et qui - dans la mesure où il s'agit d'enlever une barrière à la rémunération et non de rendre la rémunération obligatoire - peut se faire à coût nul pour l'Université.

La perception de la FÉÉCUM, d'ailleurs partagée par plusieurs intervenants dans la communauté, est que depuis la création du Service des communications, affaires publiques et marketing, l'Université de Moncton s'enferme dans un mutisme qui cause du tort à son image et à sa capacité d'institution-phare de la communauté acadienne et néo-brunswickoise.

Mais l'Université de Moncton démontre également des difficultés à faire valoir à l'extérieur de la communauté universitaire ce que son apport a de positif. Les relations avec les médias sont souvent tendues, minées par le silence de l'institution.

[4] Une meilleure communication à l'interne. La plus grande faute commise par l'Université en lien avec la communication se trouve sans équivoque dans sa gestion de la crise des courriels étudiants du printemps dernier. Les bévues dans les médias d'information ont bien entendu nui à l'image de l'Université, mais ce n'est pas ce qui a eu le pire impact sur les étudiants durant cette crise. C'est le manque d'information et de communication claire à l'interne qui a fait le plus cruellement défaut: il aura fallu que la FÉÉCUM pousse l'Université à se prononcer publiquement de sorte à rassurer la population étudiante alors que la chose devrait relever de l'évidence. Pour la population étudiante, l'impression qui en est ressorti est que l'image de l'institution est plus importante que leur sécurité et leur santé mentale. Ça donne évidemment à réfléchir.

Malgré le fait que se prononcer sur ce qui présente le côté plus sombre de l'institution peut effectivement la faire mal paraître sur le moment, il faut savoir confronter son passé et ses erreurs afin d'évoluer en tant qu'institution. Et c'est d'une institution qui sait évoluer dont les étudiantes et étudiants ont besoin.

[5] Des relations plus transparentes avec la communauté. Il faut aussi voir à améliorer la transparence de l'Université et la communauté extérieure. Pour le moment, la plupart de l'intérêt porté par la communauté à l'Université de Moncton - et il faut reconnaître que cette attention se tourne souvent vers des aspects négatifs ou problématiques - reçoit pour seule récompense le silence de l'institution. La position de la FÉÉCUM reste la même à

cet égard: si l'Université n'a rien à se reprocher ou à cacher, elle doit trouver moyen de répondre aux questions qui sont posées. Et si, au contraire, elle a quelque chose à se reprocher ou à cacher - qu'on voit à remédier à la situation. La relation de l'Université avec la communauté acadienne est particulière et dépasse son seul rôle d'établissement d'enseignement; il ne faut pas sous-estimer le tort que son silence peut lui causer en cas de controverse.

La gestion de risque

4

Sans diminuer l'importance de fournir un environnement sécuritaire, il n'est pas toujours évident de s'amuser sur le campus de Moncton. L'organisation d'activités étudiantes s'avère souvent problématique en raison des restrictions liées au risque perçu. Dans l'esprit de bien des étudiantes et étudiants, l'Université met plus d'effort à gérer des risques minimes ou inexistantes qu'à adresser des risques réels.

[6] Limiter les restrictions liées aux risques dans la tenue d'activités. Quand l'Université de Moncton a adopté l'an dernier sa *Politique sur les activités d'intégration*, elle a affirmé sa juridiction sur des activités et des espaces qui dépassent le campus, en plus d'imposer son droit de contrôler des organismes légalement distincts de l'institution. La *Politique* a depuis été amendée et la FÉÉCUM n'a pas reçu de plaintes cette année, mais un problème demeure sur le fond de la question.

Rappelons au besoin que l'Université de Moncton a obligé les conseils étudiants à se constituer en corporation et à se munir de leurs propres polices d'assurance. C'était déjà leur faire porter le risque associé à leurs activités - ce qui est acceptable - et détacher ces dernières de la responsabilité de l'Université. Malgré tout, le risque demeure un obstacle fréquemment cité par l'Université pour refuser la tenue d'une activité, ou exiger une assurance supplémentaire pour permettre son déroulement.

En revanche, l'Université ne fournit pas de jugement ou d'évaluation officielle du risque allégué pour motiver sa demande d'acquisition d'une assurance supplémentaire par les conseils étudiants qui planifient une activité sur le campus. Qu'il faille se munir de plus qu'une assurance minimale d'1M\$, et un statut de corporation en règle, pour tenir une activité étudiante sur le campus est difficilement justifiable. Pire encore, aucune distinction n'existe entre une expérience scientifique ou une partie d'échecs : les mêmes restrictions sont appliquées dans tous les cas. Dans les cas où de la nourriture ou une activité sportive est

prévue, le coût d'assurance grimpe à 5 M\$. Encore une fois, aucune distinction n'est faite entre un tournoi d'ultimate frisbee ou un pot-luck.

Inutile de vous dire que pour la majorité des associations étudiantes, il est difficile de se plier à ces demandes. Et quand même ce le serait, la quantité de barrières administratives qui se dressent entre un projet et sa réalisation suffit à eu dissuader plusieurs.

L'Université de Moncton doit trouver le moyen de donner plus de latitude aux associations étudiantes qu'elle a elle-même obligée de se constituer en corporation; les associations ne font pas partie de l'Université, mais les étudiantes et les étudiants en font partie : il faut voir à améliorer leur expérience sur le campus.

[7] Développer un plan d'urgence clair et bien diffusé. Quelle est la marche à suivre en cas de situation de force majeure sur le campus? Non seulement la population étudiante, mais une bonne partie du personnel ne saurait comment répondre à la question. UN plan d'urgence, très daté et méconnu de la communauté, existe bien, mais doit au strict minimum être révisé pour tenir compte de nouvelles éventualités. Par exemple, si un tireur actif (situation qui s'est déjà vue à Moncton) se trouve sur le campus ou dans une Faculté, il est primordial que toute la communauté sache comment agir de sorte à se protéger de la menace. Voilà un risque qui mériterait d'être géré : inutile d'en dire plus sur le sujet.

Glissons également un mot sur l'éclairage et le sentiment de sécurité sur le campus. Après deux marches exploratoires ayant produit des résultats franchement honteux pour l'Université, quelles actions ont été entreprises? Il va de soi que les étudiantes et les étudiants ne risquent pas de rester plus qu'il n'est nécessaire sur un campus où ils jugent que leur sécurité personnelle est menacée. Une réaction allergique ou une blessure mineure peut être gérée assez aisément, mais la chose est plus complexe en cas d'agression sexuelle ou de viol. Ici aussi l'Université a intérêt à agir et rapidement; d'abord en adoptant une politique sur la violence sexuelle qui se fait attendre depuis trop longtemps, de même qu'en portant sérieusement attention aux risques possibles à la sécurité étudiante.

Nos étudiantes et nos étudiants se trouvent sur un campus, disons-le, superbe, auquel l'accès est cependant difficile. Plusieurs se demandent quel endroit s'offre à eux pour s'adonner aux activités qui les intéressent sur le campus.

[8] Laisser libre cours à la vie étudiante sur campus. D'abord, les sports : depuis la construction du Stade Moncton 2010, la pelouse qui s'y trouve est le seul endroit officiellement reconnu sur le campus où l'on puisse s'adonner aux sports extérieurs. Or le Stade est fermé la majorité du temps, et pratiquement interdit aux étudiants quand il est ouvert.

À preuve: à la rentrée 2017 un groupe étudiant a tenté d'organiser un tournoi de soccer inter-facultaire. L'école l'Odysée, à deux pas du campus, leur a permis d'utiliser son terrain pour 10\$/l'heure alors que le Stade en demandait 100\$. Une activité étudiante s'est déroulée hors-campus alors que le plus beau terrain en ville s'y trouve. Il faut voir le ridicule de la situation.

Pire peut-être : un second groupe d'étudiants voulait tenir un tournoi de soccer amical sur la pelouse entre le CEPS et le Centre étudiant. Ce fut interdit sous prétexte que ce terrain n'est pas officiellement désigné comme terrain de soccer. Alors l'évènement a eu lieu à l'école Sunny Brae, adjacente au campus. Les étudiantes et étudiants VEULENT organiser leurs activités sur le campus, mais on les y traite pratiquement comme des vandales.

[9] Désigner et/ou aménager des espaces ouverts aux activités étudiantes.

Il faut donner aux étudiantes et étudiants la liberté de se sentir chez eux sur le campus. À défaut d'utiliser le stade extérieur, on est en droit de se demander s'il n'y aurait pas moyen d'aménager des installations, même rudimentaires, dans le carré bordé par le Centre étudiant, le CEPS et le Pavillon Jean-Cadieux. Ou au minimum, d'en changer la désignation de sorte à permettre qu'on puisse y faire du sport; les anciens terrains de soccer entre l'avenue Université et le boulevard Wheeler offrent une autre possibilité.

Ou regardons encore l'espace adjacent au Stade, à une extrémité duquel se trouvent certaines installations athlétiques mais qui pour le reste est un terrain vague recouvert de gazon synthétique, qui reste vide la plupart du temps. Ne pourrait-on pas s'en servir?

Il faut aussi parler de la question des installations intérieures. Le Stade du CEPS n'est souvent pas plus facile d'accès que le Stade extérieur pour les activités étudiantes. Les exemples ne manquent pas à ce chapitre non plus, et nous vous les épargnerons.

Dans tous les cas, on doit déplorer que des étudiantes et des étudiants animés d'un réel désir de créer de la vie sur le campus et d'améliorer l'expérience étudiante se tournent vers des installations hors-campus parce qu'ils leur offrent des conditions plus avantageuses.

Et nous ne parlons encore que d'activités; il faudrait aussi se questionner sur l'accessibilité des espaces dans chaque Faculté pour la tenue de réunions ou de rencontres d'équipe, de conférences ou de vidéoconférences, ainsi que d'activités liées de plus près à l'expérience académique. On ne peut pas limiter ces espaces à la bibliothèque si on espère encourager l'implication étudiante au niveau des Facultés. Et certaines Facultés, à n'en pas douter, font déjà bien les choses; il faut que les autres puissent partager leurs succès.

Conclusion

On peut passer une partie importante de sa vie dans un endroit sans vouloir y retourner : la FÉÉCUM refuse que l'Université de Moncton soit un de ces endroits. Pour la majorité, **dans 15 ou 20 ans, ce ne sont pas les cours qui reviendront les premiers à la mémoire de nos diplômés** quand elles et ils penseront à l'Université de Moncton. Sans vouloir nier l'importance de l'expérience académique, ce sont les moments qui ont rendu leur vie agréable dont elles et ils se souviendront avant tout. Ce sera ce que l'Université a offert pour réduire l'impact du stress, de l'anxiété et parfois de la déprime causée par les études qui restera le plus longtemps avec eux. Car les études universitaires sont tout sauf faciles de nos jours.

L'apprentissage aura à jamais un impact sur leur vie au quotidien, mais c'est une chose bien peu tangible à laquelle se raccrocher pour créer un lien affectif à une institution.

Afin d'animer la vie étudiante, d'encourager la population étudiante à y participer, il faut que les conditions soient réunies pour faciliter l'organisation et limiter les coûts aux organisateurs. Par exemple, un tarif préférentiel qui tienne compte de la compétition à l'extérieur du campus pour les étudiants qui désirent utiliser les espaces sur le campus serait un premier pas logique. Mieux vaut davantage d'activités à moindre coût que deux ou trois grosses activités seulement par année - du moins si l'objectif est d'embellir la vie étudiante et pas seulement de générer des profits pour l'institution.

Il faut comprendre que les étudiantes et les étudiants déboursent déjà des sommes importantes pour leurs études à l'Université: il faut qu'elles et ils puissent y trouver un avantage quelconque. D'ailleurs, plus leur passage entre les murs de l'Université de Moncton sera mémorable, plus il sera naturel pour eux après les études de maintenir un lien d'appartenance à l'institution, de vouloir y revenir et y contribuer après le diplôme.

Aucun lien naturel ou durable ne se crée à coups de marketing. C'est d'un lien affectif à l'Université dont les étudiantes et les étudiants ont besoin pour s'y sentir chez eux, et ce lien passe par l'expérience étudiante. Et répétons-le: la majorité des moments mémorables vécus pendant leurs études auront lieu en dehors de la salle de classe.

Il serait irresponsable de sous-estimer l'impact de la vie étudiante sur l'image de notre université, et les bénéfices qu'elle représente pour sa survie et son succès à long terme.

Merci de prendre le temps d'y accorder l'attention et l'énergie qu'elle mérite.